

Besoin de services professionnels soutien à la vérification (SPSV)

Le présent marché est pour le compte d'Élections Canada.

Il s'adresse exclusivement aux titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement de SPSV qualifiés au volet 1 pour les Services de vérification interne dans les catégories suivantes :

Volet 1 – Services de vérification interne
1 Vérificateur principal
5 Vérificateurs subalternes

Les titulaires d'AMA suivants ont été invités à présenter une proposition :

A Hundred Answers Inc.	Altis Human Resources (Ottawa) Inc.	Aniko Consultants Inc., Samson & Associés CPA/Consultation Inc./Samson & Associates CPA/Consulting Inc., in Joint Venture
BDO Canada LLP	Collins Barrow Ottawa LLP	Deloitte LLP
Ernst & Young LLP	KPMG LLP	Meyers Norris Penny LLP
Murray Management Consulting Inc.	Orbis Risk Consulting Inc.	Orbis Risk Consulting Inc., Okwaho Management Resources Inc., IN JOINT VENTURE
Pricewaterhouse Coopers LLP	QMR Staffing Solutions Incorporated, Windreach Consulting Services Incorporated, In Joint Venture	Raymond Chabot Grant Thornton Consulting Inc.
Samson & Associés CPA/Consultation Inc	Spearhead Management Canada Ltd.	The Right Door Consulting & Solutions Inc, Collins Barrow Ottawa Management Consultants Inc in Joint Venture
Welch LLP, Lannick Contract Solutions Inc. IN JOINT VENTURE	WindReach Consulting Services Inc.	

Description du besoin

CONTEXTE

Le processus de vérification du financement politique consiste à examiner et analyser les rapports financiers et les rapports des entités politiques, pour s'assurer que l'information fournie par toutes les entités politiques et leurs vérificateurs externes est conforme aux exigences réglementaires de la Loi électorale du Canada.

La Loi électorale du Canada requiert que les associations de circonscriptions électorales fournissent des retours financiers pour chaque exercice. Les rapports financiers sont constitués de diverses déclarations sur les contributions, transferts et prêts, et des états financiers partiels.

Les rapports financiers sont vérifiés par des commissaires aux comptes pour s'assurer de leur conformité avec le Loi électorale du Canada.

En raison de l'élection générale tenue le 19 octobre 2015, les vérificateurs engagés à l'heure actuelle sont dédiés à faire la vérification d'environ 1 800 rapports financiers des candidats dans les 18 mois de la date d'échéance de la production des rapports de l'élection. Cette période de 18 mois a commencé le 19 février 2016 et se terminera le 19 août 2017.

OBJECTIF

L'objectif de ce contrat est d'engager des ressources externes afin de compléter la vérification des rapports annuels de retours de transactions financières des associations de circonscriptions électorales pour l'exercice financier 2015 avant la date d'échéance du 30 juin 2017.

La direction du financement politique requiert les services de cinq vérificateurs subalternes et d'un vérificateur principal afin de faire la vérification d'environ 1 400 retours de transactions financières des associations de circonscriptions électorales.

Durée proposée du contrat

La durée proposée du contrat sera à partir de la date d'attribution du contrat (prévue autour du 22 novembre 2016) jusqu'au 30 juin 2017 avec l'option de prolonger cette durée pour deux périodes de six mois additionnelles, selon les mêmes termes et conditions.

Numéro de dossier : ECLP-RFP-16-0248

Autorité contractante : Luc Potvin

Courriel : proposition-proposal@elections.ca